

Migrations interrégionales 2023

Chronique du 25 mars 2024

L'Institut de la statistique du Québec (ISQ) a publié la semaine dernière – avec 2 mois de retard comparativement à ses habitudes¹ – les données relatives aux échanges de population entre les 17 régions administratives en 2022-2023, plus précisément entre le 1^e juillet 2022 et le 30 juin 2023.

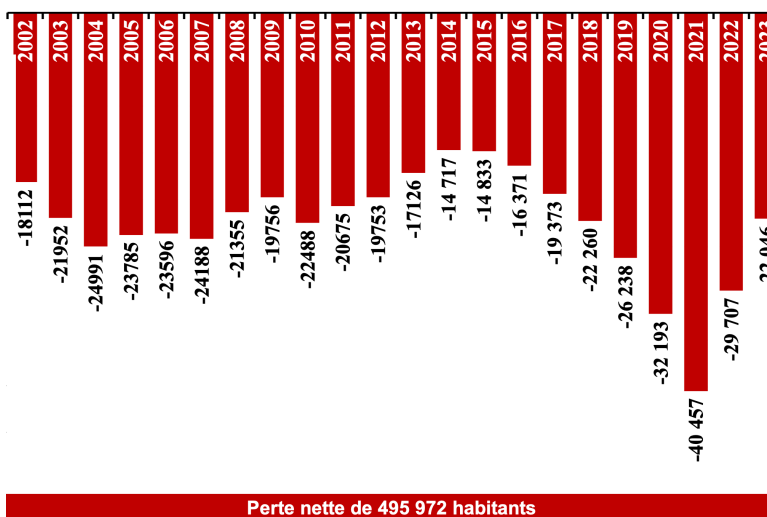
Comme les auditeurs le savent, j'attends chaque année avec impatience ces données et ne manque pas de chroniquer chaque fois sur ce sujet qui concerne l'attractivité relative des diverses composantes du territoire québécois.

La grande région montréalaise

L'inlassable pourfendeur de l'étalement urbain que je suis est attentif depuis une bonne quarantaine d'années aux échanges de population entre l'île de Montréal et les quatre régions administratives qui l'entourent. La période qui s'est ouverte le 1^e janvier 2002, qui a vu l'entrée fonction de la **Communauté métropolitaine de Montréal (CMM)**, est à cet égard du plus haut intérêt puisque la première mission de la CMM était précisément de s'attaquer à l'étalement urbain.

Soldes nets des migrations de population entre l'île de Montréal et ses banlieues*

Total, 22 années de la période 2002-2023



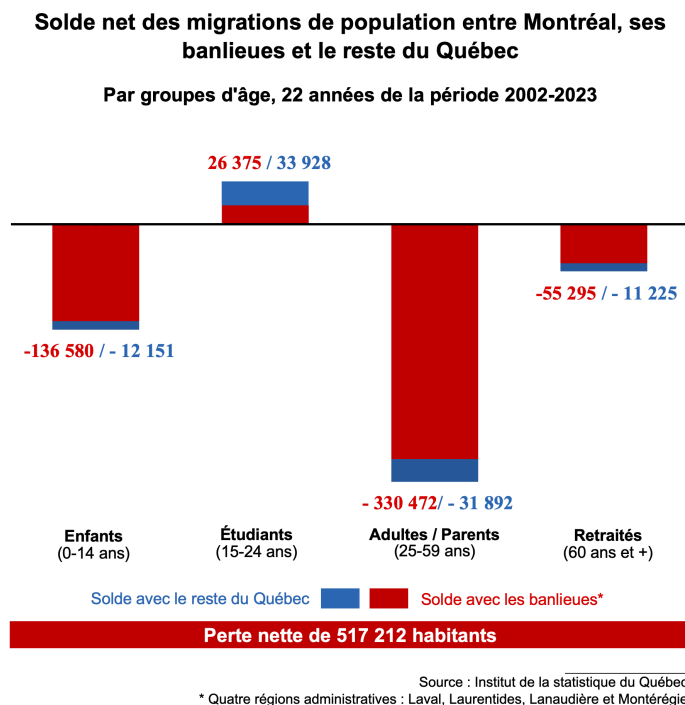
Le graphe ci-contre montre qu'une fois de plus, c'est raté.

2023 fut tout de même la meilleure des 6 dernières années, avec une perte nette de population de Montréal au profit de sa grande banlieue limitée à 22 000 habitants.

Source : Institut de la statistique du Québec
* Quatre régions administratives : Laval, Laurentides, Lanaudière et Montérégie

¹ Quant aux données de population par villes, régions métropolitaines, régions administratives et MRC, elles ne seront pas disponibles avant plus d'un mois, si bien que le retard sera dans ce cas de pratiquement 4 mois. Je n'ai pas parlé du « décret de population » rendu public début janvier, lequel donne la population de toutes les villes au 1^e janvier de chaque année, parce qu'en communiquant avec l'ISQ, l'on m'a appris que ledit décret concernait l'administration des programmes gouvernementaux et ne préjugait pas des données de population tel qu'elles seraient publiées sous la forme uniformisée de longue date par l'ISQ. On se revoit donc sur ce sujet dans un mois, au minimum.

À quelques milliers près et au net, 500 000 Montréalais et Montréalaises se sont exilés en grande banlieue depuis l'entrée en fonction de la CMM, il y a 22 ans.



Un second graphe, ci-contre, démontre que ce sont d'abord les jeunes familles qui s'exilent en banlieue. En effet, les 136 580 enfants âgés de 0 à 14 ans n'ont pas pu quitter Montréal à leur initiative. Ce sont forcément leurs parents, membres du groupe d'âge 25-59 ans, qui ont pris cette décision. Le rêve de l'unifamiliale avec cour privée et piscine hors terre, rêve qui a pris forme au tournant des années 1960, semble bel et bien avoir perduré jusqu'à nos jours.

Quand je discutais avec des collègues à l'Institut d'urbanisme de l'Université de Montréal dans les années 1980, l'on me répondait que je m'inquiétais pour rien. Je résume leur propos :

« Les familles déménagent en banlieue le temps d'élever leurs enfants. Quand ceux-ci auront quitté le foyer parental, le père et la mère reviendront en ville, dans un premier temps pour profiter des activités culturelles et ludiques qu'elle offre, puis, aux troisième et quatrième âge de la vie, pour vivre plus près des services de santé ».

Fort intéressant. À ceci près que c'est tout le contraire que l'on constate :

- Les 60 ans et plus ayant longtemps vécu en banlieue ne se disent aucunement : *« Enfin, nous pouvons revenir en ville »* ;
- Ce sont plutôt les 60 et plus qui ont passé leur vie en ville qui disent : *« Nous pouvons enfin quitter la ville »*.

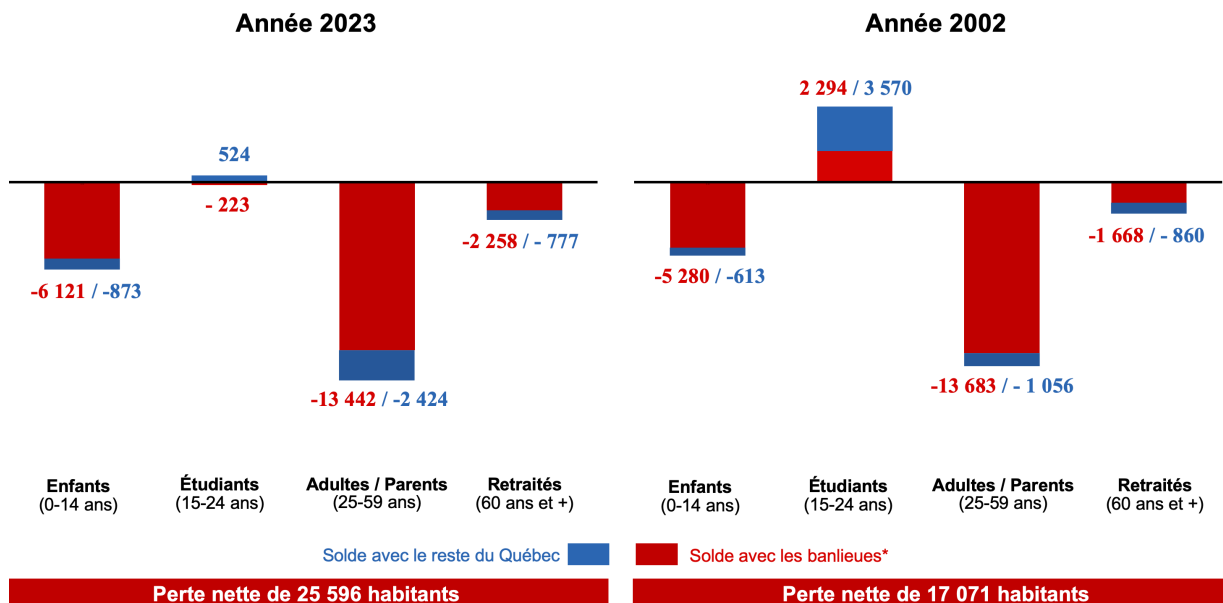
On remarquera au graphe que Montréal ne perd pas de la population qu'à sa grande banlieue, mais également au reste du Québec, ce qui ajoute un millier à ses pertes annuelles d'habitants (21 000 en 22 ans).

Selon ce graphe, le seul groupe vis-à-vis duquel Montréal serait gagnante serait celui des étudiants (15-24) ans. Ne nous réjouissons pas trop vite....

La fin d'un reliquat d'attractivité de Montréal

Un nouveau graphe produit en page suivante reprend le même mode de présentation, mais plutôt que de porter sur l'ensemble de la période de 22 années étudiée, il distingue les deux extrémités de cette période, soit les années 2002 et 2023. Globalement, les proportions sont respectées pour tous les groupes, sauf dans le cas des 19-24 ans.

Solde net des migrations de population entre Montréal, ses banlieues et le reste du Québec, par groupes d'âge : comparaison entre 2002 et 2023



Au début des années 2 000, Montréal pouvait compter sur un apport annuel d'environ 5 000 étudiants, provenant pour un-tiers d'entre eux de la grande banlieue, pour les deux autres tiers des autres régions du Québec.

Ces dernières années, cette source s'est tarie :

- Très peu d'étudiants (ou de jeunes travailleurs) nous viennent encore des régions du Québec (524 au graphe);
- On voit même des étudiants quitter Montréal pour la grande banlieue au moment d'entrer au CEGEP ou à l'université (- 223 au graphe).

Il y a aujourd'hui des universités de bon niveau partout au Québec. Incluant en grande banlieue, puisque l'Université de Montréal s'est dotée de deux nouveaux campus, l'un à Laval, l'autre à Longueuil. Cette seconde ville a également accueilli un campus de l'UQUÀM et, cerise sur le gâteau, un imposant campus de l'Université de Sherbrooke.

L'on peut bien sûr identifier des facteurs objectifs dissuadant les jeunes d'étudier à Montréal, entre autres et au premier chef la rareté et le coût des loyers. Reste que les « **ambitions territoriales** » des deux universités francophones de Montréal ont joué contre Montréal... sans parler de celles de l'Université de Sherbrooke.

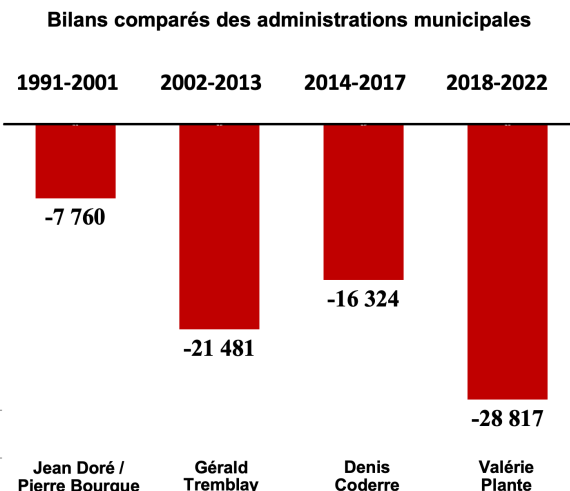
C'est qui le(la) meilleur(e) maire(mairesse) ?

On peut convenir que l'un des critères de performance d'une administration municipale est sa capacité à faire croître la population de sa ville. De fait, un maire n'est jamais plus fier que lorsqu'il peut dire, au terme d'un mandat : « *Sous mon administration, la ville a accru sa population de tant de %* ».

Suivant ce critère, les administrations montréalaises des 40 dernières années ont toutes un bilan peu reluisant, comme le montre le tableau ci-contre. Encore qu'il ne faut pas conclure trop vite :

- Jean Doré et Pierre Bourque ont été maires dans les années 1990, marquées par une interminable crise économique. Or, durant une telle période, les ménages sont réticents à prendre le risque d'un déménagement;
- À contrario, Valérie Plante s'est tapée la terrible crise COVID, qui a vu les Montréalais fuir le plus loin possible. Reste que même en retirant les excès de départ des trois années 2020, 2021 et 2022, ce serait toujours elle qui aurait la plus mauvaise performance;
- Mais encore, personne ne fera jamais plus mal que le pourtant très respecté Jean Drapeau qui, entre 1971 et 1981, a vu Montréal, **SA ville**, dont le territoire était beaucoup plus petit qu'il ne l'est aujourd'hui, perdre 234 000 habitants.

Île de Montréal : perte annuelle moyenne nette de population au profit des banlieues*

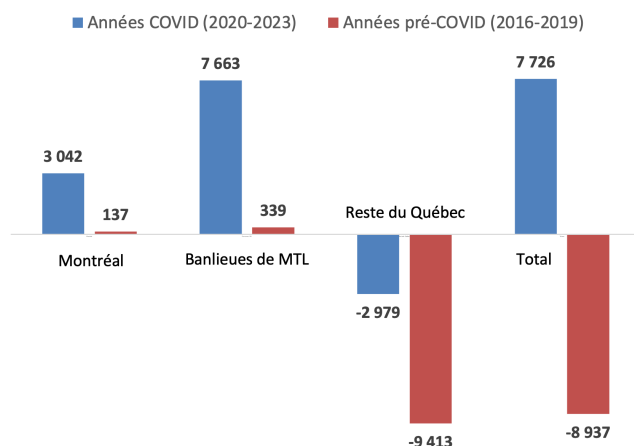


Source : Institut de la statistique du Québec

* Quatre régions administratives : Laval, Laurentides, Lanaudière et Montérégie

Un second souffle bienvenu pour les régions éloignées

Migrations interrégionales
Soldes nets des échanges de population entre les 6 régions éloignées du Québec et 3 autres sous-ensemble : comparaison entre les années pré-COVID et les années COVID



Régions éloignées : Bas-Saint-Laurent (01), Saguenay--Lac-Saint-Jean (02), Abitibi-Témiscamingue (08), Côte-Nord (09), Nord-du-Québec (10) et Gaspésie--Îles-de-la-Madeleine (11).

Régions banlieues de Montréal : Laval (13), Lanaudière (14), Laurentides (15) et Montérégie (16).

Source : Institut de la statistique du Québec

Les auditeurs réguliers savent l'intérêt que je porte aux régions éloignées du Québec, ne serait-ce que parce que je suis natif de l'une d'elles.

C'est pourquoi je suis heureux de constater que ce qui fut une crise pour nous tous a tout de même comporté un effet positif pour elles :

- Alors qu'elles avaient vu leur population diminuer de 9 000 habitants les quatre années précédentes, la COVID leur en a fait gagner tout près de 8 000 ;
- Tout ardent Montréalais que je sois devenu, je suis heureux que Montréal, dont la contribution à la vitalité des régions éloignées ne pesait que quelques dizaines de nouveaux habitants par an avant la COVID, en ait soudainement fourni plus de 3 000.